

La première Journée

Dimanche 22 mai 1949. La Journée nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, congrès fondateur du MRAP, au Cirque d'Hiver, entendait donner du nouveau mouvement l'image du pluralisme et d'un large soutien populaire.

Le pluralisme politique, ethnique, social apparaissait à travers la diversité des orateurs, ainsi que des messages cités à la tribune. Quant au soutien, foisonnant, il provenait pour l'essentiel de la population juive, de ses sociétés et associations, de ses lieux de vie (pour Paris, le Cirque d'Hiver, dans le 11^{ème} arrondissement, se situe précisément au cœur de quartiers habités par des juifs) et de travail : ces petites entreprises de confection, de tricot, de fourrure ou de maroquinerie, semblables à celle que Jean-Claude Grumberg montre dans sa célèbre pièce *L'Atelier*.

Un Comité d'initiative, formé en janvier, avait suscité un peu partout des réunions (47 à Paris et 13 en province exactement) pour l'élection de délégués ; les ouvriers de 205 ateliers avaient adhéré au MRAP naissant.

Le matin et au début de l'après-midi, le débat était réservé aux délégués, aux témoins des souffrances et des luttes : des rescapés des camps, l'orpheline de deux déportés, un ancien combattant, la veuve d'un fusillé : « Mon mari n'était pas communiste. C'était un simple juif, un père dévoué » ...

Combien de participants au total ? La brochure publiée par le MRAP quelques mois après, les évalue à « plus de deux mille ». *Droit et Liberté* (1^{er} juin 1949) fait état de « plus de 2 500 délégués » ; il ajoute que, l'après-midi, « la salle est archicomble et beaucoup de personnes n'ont pas pu y pénétrer faute de place ». Or, le Cirque d'Hiver compte aujourd'hui 1600 fauteuils, et la piste, maintenue vide, servit le soir à un défilé d'enfants de toutes origines et de sociétaires avec leurs bannières. Alors ? Outrances de la propagande ? Vérification faite, un historien spécialiste (1), nous apprend que la salle a été restructurée et qu'elle possédait bien 2 500 places en 1949, avec les promenoirs du dernier étage, désormais supprimés. Les survivants se souviennent que la salle était remplie et qu'il y avait une foule de gens debout dans les promenoirs.

Les 70 sociétés, dont les représentants ont pris la parole ou participé au défilé final, attestaient à la fois l'implantation populaire du Mouvement et son pluralisme : c'étaient, en effet, des sociétés mutualistes créées soit par des immigrés originaires d'une

même ville de Pologne, d'Ukraine ou de Roumanie, soit par des fidèles d'une même communauté religieuse, ou encore par des artisans d'une même corporation, en vue d'ériger une sépulture commune (en général au cimetière de Bagneux) et d'assurer les obsèques des cotisants.

Une double volonté hante la Journée entière : s'unir sans exclusive, agir résolument face au retour offensif des nazis et des vichystes, qu'on voudrait nous imposer comme alliés dans un conflit atomique engendré par la guerre froide. Elle s'affirme fortement dans le serment solennel qui figure sur la carte d'invitation, s'inscrit bien en vue dans la salle, et que lira lors de la clôture, Armand Dymensztajn (2) devant l'assistance debout. Elle s'exprime d'emblée dans le rapport d'ouverture, prononcé par Isi Blum, secrétaire général de l'Union des Volontaires et Anciens Combattants Juifs, comme dans tous les autres discours.

Charles Palant, président des Jeunes de la LICA, où il s'était efforcé d'empêcher l'exclusion des anciens du MNCR, soulève l'enthousiasme lorsqu'il apporte son adhésion motivée. Plusieurs autres membres de la LICA interviennent : Serge Krikowski, conseiller municipal de Marseille, qui préside la séance du matin, Jacqueline Wolken, malgré le veto de la direction. Son vice-président, Pierre Paraf est à la tribune. *Le Droit de Vivre* écrira que la parole lui a été refusée. Ce qui est sûr, c'est qu'il figure dans le Comité d'honneur du MRAP acclamé à la fin de la Journée. Bouleversé par les divisions de la Résistance et par celles des vainqueurs de la Deuxième guerre mondiale, il avait multiplié les appels à l'union dans l'organe de la LICA. Sensible aux orientations du MRAP, il en deviendra président en 1962. Quelques années plus tard, il s'explique : « Je n'étais pas homme à accepter des ultimatums. Je restai avec ceux qui ne me demandaient pas de choisir et s'en remettaient à ma conscience. » (3)

On applaudit René Lang, de Nancy, qui se présente comme « un industriel, d'une vieille famille d'Alsace établie en France depuis des siècles » ; un ouvrier de l'habillement ; un ministre-officiant ; un apprenti de l'ORT ; le porte-parole de l'Amicale des Médecins et Dentistes Juifs et celui de l'Union des Etudiants Juifs ; plusieurs chrétiens qui ont caché des enfants juifs sous l'occupation.

La Journée nationale manifeste également le souci de ne pas faire du MRAP une sorte de syndicat de juifs, immigrés ou non, alors même qu'ils y tiennent une place majeure : l'antisémitisme, qu'ils combattent pour se protéger, fléau national lié à la guerre et au fascisme, concerne tous les démocrates, tous les Français. Ils se sentent solidaires de tous les humains méprisés et maltraités à raison de leurs origines.

Ainsi, l'assistance salue chaleureusement Mamadou Dia, président du Groupement des Etu-

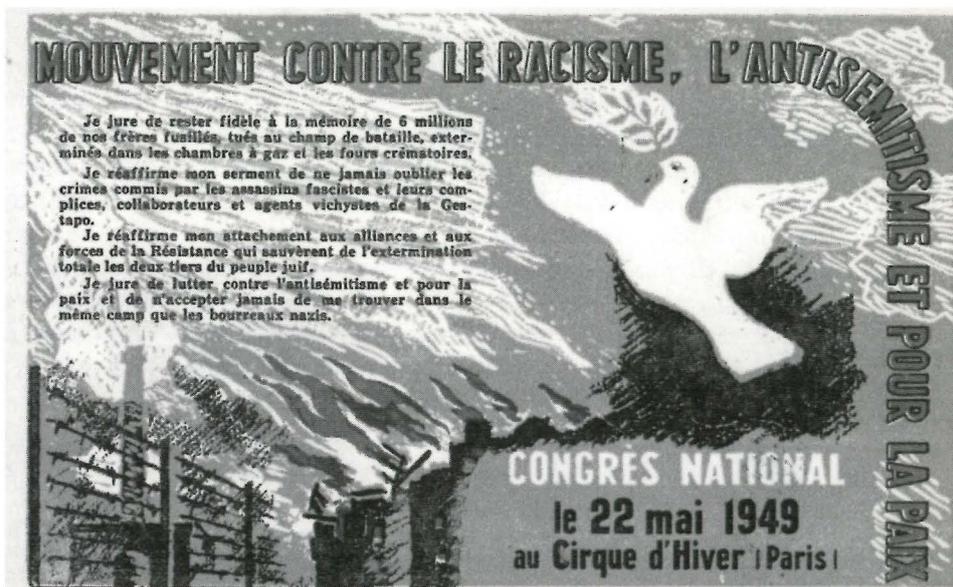
dians Africains ; Yves Moreau parlant au nom de l'Association des anciens FFI et FTPF ; Jean de Lorme, président du Comité Franco-Malgache, qui voit dans le procès de Tananarive « une autre Affaire Dreyfus à l'échelle de Madagascar ».

Au cours de la séance finale publique, la pluralité atteint au niveau le plus prestigieux. Si l'avocat André Blumel, ancien chef de cabinet de Léon Blum au temps du Front Populaire, en assure la présidence effective, la présidence d'honneur revient au grand peintre Marc Chagall. Celui-ci invite les artistes à quitter leur tour d'ivoire : « Quel art pur est-il possible quand, derrière leur maison, on tue les âmes et les corps des enfants ? »

Marc Sangnier, l'éloquent fondateur du « Sillon » catholique, côtoie Alain Le Léap, l'un des deux secrétaires généraux de la CGT ; Yves Farge, résistant respecté, ancien ministre, nommé par de Gaulle Commissaire de la République à Lyon, lors de la Libération ; le professeur Marcel Prenant, ancien chef d'état-major des Francs-Tireurs et Partisans Français ; Jeanne Lévy, première femme professeur à la Faculté de Médecine, militante du MNCR ; Gabriel d'Arboussier, président du Rassemblement Démocratique Africain, vice-président de l'Assemblée de l'Union Française ; ainsi qu'Albert Youdine, secrétaire de l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide (UJRE), communiste, à qui se joignent deux dirigeants sionistes : Henry Bulawko (Hachomer Hatzair) et M. Lerman (Poalé Tzion Smol).

Ce jour-là, dans la partie soviétique de Berlin, une violente répression frappe les cheminots, en grève pour protester contre la disparité des marks orientaux et occidentaux, qui leur rend la vie difficile ; il y a un millier de blessés. La Constitution de Bonn est à la veille d'entrer en vigueur : « La formation de l'Allemagne occidentale est un fait accompli ». A Paris, devant le conseil national du RPF, de Gaulle avertit : « Bonn, c'est la reconstitution du Reich », et en déduit : « Il faut que la France renaisse... Cela exige que nous changions de régime. » Réunis au Quai d'Orsay, les ministres des Affaires étrangères des trois pays occidentaux préparent leur rencontre du lendemain avec celui de l'URSS, consacrée à la question allemande : « Le front de l'Ouest n'a sans doute jamais présenté plus de cohésion et de solidité. » (4) Le tout-venant de la guerre froide.

Au Cirque d'Hiver, aucune intervention ne se réfère à l'immédiate actualité. Le MRAP remonte aux causes politiques du racisme, mais ne prend pas



La carte d'entrée au Cirque d'Hiver.

position sur les problèmes politiques sans lien direct avec le racisme ; pour ce qui est de la guerre froide, il la condamne en bloc et compte sur la pression des peuples pour imposer aux gouvernants la recherche de la paix.

Cette Journée nationale, la première, sera renouvelée chaque année jusqu'en 1966. En mai ou en juin, le MRAP organise, d'abord au Cirque d'Hiver, puis dans d'autres salles parisiennes – les derniers temps à l'UNESCO – un rassemblement de délégués, de personnalités politiques, de chercheurs en sciences humaines, de représentants d'associations et de syndicats, d'étudiants et de travailleurs étrangers, pour débattre des données du racisme et de l'action à mener.

A partir de 1967, le MRAP célèbre par d'autres initiatives, de plus en plus décentralisées, la Journée internationale contre toutes les formes de discrimination raciale, fixée par l'ONU au 21 mars, date anniversaire du massacre de Sharpeville, en Afrique du Sud.

A. L.

(1) - Jean Villos, interviewé le 3 mai 1990.

(2) - Secrétaire du Comité d'initiative ; devenu par la suite Armand Dimet, pour des raisons d'euphonie.

(3) - *Mes rendez-vous avec le siècle*, Editions Messidor, Paris, 1988.

(4) - Citations extraites du *Monde* du lundi 23 mai 1949.